

Le regard de la société civile

PATRICK VIVERET*

Les nouvelles responsabilités de la société civile mondiale

L'émergence de ce qui n'est pas seulement la société civile mondiale, mais qu'on pourrait appeler la société *civique* mondiale, s'est construite sur une résistance à cet état gazeux dont Pascal Lamy nous a parlé. Cet état est celui de la domination d'une oligarchie financière qui réduit la « valeur » à son sens monétaire, *value for money*, loin de son sens latin de « force de vie ». Quand seules les activités humaines qui s'expriment sur le plan monétaire sont considérées comme valeur, toutes les autres activités – aussi utiles, bénéfiques, voire vitales soient-elles – sont sans valeur du point de vue économique. Cette organisation, qui a l'avantage d'être mondiale du fait de la globalisation des marchés financiers, se traduit par une démesure spéculative, parfois dénoncée par ses propres acteurs. Georges Soros lui-même considère que les produits dérivés sont « des armes de destruction massive », du fait qu'ils représentent entre 700 000 et 800 000 milliards de dollars, soit 10 fois plus que la richesse mondiale. Pour reprendre un chiffre donné par un ancien responsable de la banque centrale de Belgique, Bernard Lietaer, quand les flux financiers quotidiens correspondent pour 98 % à des flux spéculatifs et que les biens et

* Patrick Viveret est philosophe et essayiste altermondialiste.

services ne représentent que 2 %, ce n'est plus un état gazeux, mais un état de gazage. Les effets destructeurs sur les liens sociaux, culturels et spirituels des sociétés deviennent considérables, y compris sur le plan écologique.

Un des enjeux de la COP21 porte sur la question du financement. Rappelons que l'évasion fiscale représente au bas mot 20 000 milliards de dollars alors que n'ont été réunis que 20 milliards sur les 100 milliards annuels nécessaires. L'ancien chef économique du cabinet Mc Kinsay – qui n'est pas un alternatif – évaluait les transactions dans les paradis fiscaux entre 22 et 32 000 milliards de dollars. C'est en réaction à cette situation qu'une société civile, puis civique, mondiale a émergé.

C'est à partir du sommet de Rio, en 1999, et des forums organisés en lien avec les sommets des Nations unies que la société civile mondiale va commencer à s'organiser et à construire une parole autour de grands sujets sectoriels. À Rio 92, c'était les enjeux écologiques, à Copenhague, le sommet social, à Pékin, le droit des femmes, à Istanbul, l'habitat. Les différents acteurs de cette société civile se sont progressivement rendu compte que, derrière les aspects thématiques, se dressait un enjeu global. C'est alors qu'ils ont commencé à se constituer en société civique et non plus seulement civile, acceptant de traiter pleinement la question politique au sens de la cité mondiale, de ne pas se situer simplement sur des aspect sectoriels et de s'attaquer non seulement aux effets mais aussi aux causes des problèmes. Elle établit un rapport au pouvoir fondamentalement différent, construit sur l'idée que le pouvoir est normalement un pouvoir de création au service de la coopération. Le verbe pouvoir est un verbe auxiliaire qui n'a de sens qu'avec des compléments ; à partir du moment où on en fait un substantif, où il devient un pouvoir de domination, il génère de la peur et non plus de la coopération, peur des dominants face aux dominés, et peur des dominants entre eux parce qu'ils craignent de perdre ce pouvoir qu'ils ont eu tant de mal à conquérir. Cette société civique, tout en acceptant pleinement l'enjeu du politique, posant même la question de la citoyenneté terrienne comme un objectif proche et pas simplement comme une utopie lointaine, affirme qu'on ne peut pas continuer avec des formes politiques qui sont dans la captation. La captation de pouvoir – qui est le symétrique de la captation de richesses propre au capitalisme financier – ne permet pas de traiter la grande question mondiale qui est celle des biens communs. Ce n'est pas un hasard si un des moments clefs de la constitution de cette société civique mondiale a été la grande conférence de l'OMC

à Seattle ; non pas qu'elle s'oppose aux principes d'une organisation mondiale du commerce, mais à condition que ce commerce soit ce que Montesquieu appelait « le doux commerce », l'alternative aux logiques de guerre, ce qu'on appellerait aujourd'hui du commerce équitable.

Le débat qui s'est organisé à cette occasion a permis à ce mouvement de passer à une étape positive, celle des forums sociaux mondiaux dont le premier s'est déroulé à Porto Alegre en 2001. Je rappelle que ce forum très alternatif s'est tenu dans les salles de l'assemblée pontificale, ce qui était peut-être un signe annonciateur des propos radicaux du pape François.

En résumé, il y a bien cette émergence d'une société civile mondiale qui est passée de la critique de la mondialisation comme simple globalisation financière, de la critique de cet état gazeux, à une altermondialisation, c'est-à-dire la pleine acceptation du terrain de la « mondialité », terme utilisé par Édouard Glissant qui la distingue de la mondialisation. Comme les marchés financiers se moquent éperdument des grandes questions mondiales, écologiques, sociales, démocratiques, construire les éléments d'une véritable mondialité, c'est affirmer qu'elle ne se résume pas à la forme actuelle de la globalisation financière.

Cette société civile mondiale, pour construire un projet positif, est amenée à poser le problème qui fait écho à l'encyclique du pape, la question de la conversion. Pourquoi la conversion ? Concernant des biens communs majeurs de l'humanité, tels que les océans et l'atmosphère, ni les États ni les multinationales ne sont équipés pour traiter de ces questions. Il est donc nécessaire d'opérer une conversion dans la manière de poser la question de la gouvernance interhumaine.

C'est parfaitement illustré par le changement de posture d'anciens pilotes de chasse devenus astronautes. La figure du pilote de chasse se situe dans la géopolitique de la rivalité, de la guerre. En devenant astronautes, ils ont vu la terre depuis l'espace et c'est un changement radical de perspective. Ce changement de point de vue bouleverse les catégories traditionnelles de représentation et d'action que se sont donnés les humains à partir d'une représentation spatiale limitée et plate. La vision politique s'est construite à partir d'un espace géographique limité qu'il s'agit de défendre ou d'élargir face à d'autres humains qui occupent un autre espace. La question première est celle de la rivalité. Comment civiliser des espaces face à la menace que faisaient peser ceux que l'on appelait des barbares. Avec la terre vue du ciel, le premier

élément qui apparaît est le sentiment d'émerveillement et de la beauté, qu'on ne saurait trouver dans les ouvrages de géopolitique ou les thèses de Clausewitz, Machiavel ou Carl Schmitt. Ce sentiment d'émerveillement et de la beauté est précisément le point de départ de l'encyclique.

Un deuxième élément est la singularité de cette petite planète bleue. Le troisième est un sentiment de fragilité, c'est une planète miracle. L'espèce dominante va-t-elle la préserver et se préserver elle-même ? Le rapport entre fragilité, émerveillement et singularité devient le socle sur lequel construire une conversion nécessaire pour penser la nouvelle approche du politique. On ne peut pas penser une politique de l'humanité, selon Edgar Morin, à partir de la simple projection d'États organisés autour d'une vision spatiale limitée. Se pose alors une question fondamentale : l'émergence du peuple de la terre. Il y a multiplicité de peuples et de cultures, mais un seul peuple de la terre sur une seule terre, nous n'avons pas de planète B à notre disposition. Cela nécessite donc un changement de perspective du point de vue des logiciens politique et économique. On ne peut pas continuer avec une économie qui réduit la valeur au *value for money*. Il faut réincruster l'*oikos nomos* (gestion de la maison) dans l'*oikos logos* (étude de la maison). Normalement, la théorie de la grande maison terrienne, l'écologie, devrait être première par rapport à la gestion de nos petites maisons.

La conversion doit donc être mise en œuvre dans l'approche politique, économique, mais aussi juridique. Car la naissance d'un droit mondial, dont nous avons impérativement besoin et qui ne peut pas se limiter au droit du commerce et aux aspects juridiques de l'OMC, doit se fonder sur la déclaration universelle des droits humains et non pas sur la charte des Nations unies, qui commence certes par « nous les peuples » mais qui recouvre, en réalité, un « nous les États » et donc le droit des États à disposer de leur peuple.

On peut ajouter la conversion du religieux, car le religieux lui-même a été fortement marqué par cette vision spatiale et limitée de la représentation du divin. C'est ce rapport entre peuple élu et terre promise qui n'appartient pas qu'à la tradition juive. Comment sortir de cette représentation restreinte où les infidèles sont l'équivalent des barbares et comprendre que c'est l'ensemble de la terre qui est appelée au salut et à sa pleine réalisation ? C'est là l'autre enjeu de la conversion.

En écho à ce que disait le pape François, cette conversion a un rapport direct avec la question de la joie car au cœur de toutes les grands fractures écolo-

giques, sociales, sanitaires, il y a ce couple fondé par la démesure et le mal-être. Pascal Lamy rappelait que les dépenses annuelles pour l'armement correspondaient à dix fois les sommes qui permettraient la satisfaction des besoins vitaux de l'humanité. Le rapport démesure et mal-être chez les individus est la grande question sociétale du devenir de ce peuple de la terre. L'alternative au couple « démesure/mal-être » est une sobriété heureuse, selon les termes de Pierre Rabhi, ce que le forum social mondial de Belém en 2009 a appelé la transition vers les sociétés du bien vivre, le *buen vivir*. Il faut construire des résolutions alternatives et traiter les causes de la démesure. Si l'on redonne au terme « création de valeur » son sens premier, la création de force de vie, celle de l'évaluation entendue au sens de délibération sur la valeur, il est possible de construire une société civique mondiale au service de la formation de ce peuple de la terre qui place la question du *buen vivir* comme alternative à la démesure et au mal-être. Et comme l'équivalent du latin *valor*, c'est l'*eros*, je dis oui à une stratégie érotique mondiale !

Débat

TABLE DES QUESTIONS* : *Pouvez-vous nous apporter des précisions sur le pacte civique ?*

PATRICK VIVERET : Le pacte civique est une initiative qui provient de plusieurs mouvements, notamment *Démocratie et spiritualité*, *La Vie nouvelle* et d'autres mouvements citoyens qui se sont rassemblés pour appeler à reconstruire l'enjeu démocratique, opérer une mutation qualitative de la démocratie. Ce pacte civique a été en lien et à l'initiative d'autres formes de regroupements et de plateformes comme les *États généraux du pouvoir citoyen*, le *Collectif pour la transition citoyenne*, ou le mouvement *Alternatiba*, formidable initiative créative fondée sur la démonstration positive qu'on peut consommer, vivre, se financer, se transporter, habiter autrement et en dégageant moins de gaz à effet de serre. On trouve ce type de mouvements sur le plan européen et mondial. Le réseau des *Dialogues en humanité* qui, aux rencontres de Lyon,

* Marianne de Boisredon et Denis Vinckier, membres du conseil des Semaines sociales de France, relayaient les questions des participants.

a fixé comme objectif « Osons la citoyenneté terrienne » en est un exemple, de même que les forums sociaux mondiaux.

– *Comment mettre en œuvre ces conversions que vous appelez de vos vœux ?*

PATRICK VIVERET : Il convient tout d’abord de faire un pas de côté, plutôt que de se poser cette question au risque d’être saisi par un sentiment d’impuissance face à l’immensité de la falaise. Faire un pas de côté et regarder comment font ceux qui ont commencé à bouger dans cette direction : des livres, comme celui de Bénédicte Manier, *Un million de révolutions tranquilles* ; des films, tels que *Solutions locales pour un désordre global*, de Coline Serreau, *Sacrée croissance*, de Marie-Monique Robin, ou *Demain*, de Cyril Dion et Mélanie Laurent. Une gigantesque créativité est à l’œuvre dans le monde entier, y compris sur les questions les plus vitales, comme celle de l’alimentation. Par exemple dans la ville de Détroit, détruite par la crise automobile, les gens qui sont restés ont converti des friches industrielles en fermes urbaines, en potagers. Quand on se met à l’écoute de ces initiatives, la question du comment devient comment développer des rapports de coopération entre toutes ces initiatives créatives et comment s’apprendre mutuellement de ce qui est fait, les uns dans le domaine alimentaire, d’autres dans le social, l’habitat, la finance solidaire ou les monnaies locales. Ce déplacement du comment va nous donner l’énergie suffisante pour aborder ces formidables défis auxquels nous sommes confrontés.

– *Quelle place reste-t-il pour les organisations intermédiaires comme l’Europe ? Existe-t-il un statut de citoyen du monde qui paierait volontairement des impôts éventuellement déductibles des impôts nationaux ?*

PATRICK VIVERET : C’est ce genre de questions que nous sommes amenés à nous poser quand nous nous situons dans la perspective d’oser la citoyenneté terrienne. Concernant l’Europe, nous ne pouvons avancer que si nous reparlons de la question du monde. L’Europe pourra alors apporter une contribution éminente à l’émergence de cette conscience planétaire et son expérience dans la capacité à dépasser les anciennes logiques de guerre et de rivalité. Mais si nous nous replions sur une Europe forteresse, une Europe de la peur, nous n’avancerons pas. Le drame actuel des réfugiés en est un exemple. Oui, la

question européenne est centrale, à condition que l'Europe ose se penser dans ce rapport à son ministère, qui est de contribuer à l'émergence d'une citoyenneté terrienne. Parmi ces éléments, la question d'une fiscalité mondiale, d'une contribution de citoyen du monde est un élément clef.

Nous soutenons, avec Edgar Morin, une chaîne de solidarité contre l'évasion fiscale. Vous avez entendu parler du scandale HSBC. Des militants basques ont décidé, pour poser publiquement la question de l'évasion fiscale et des paradis fiscaux, d'aller emprunter civiquement des sièges dans les locaux de ces banques complices : « Nous faisons un emprunt et nous les restituerons quand la banque HSBC aura rendu les 2,5 milliards euros qu'elle doit au fisc français. » Nous avons décidé de transférer cette action à l'échelle mondiale. Lors de la COP21, se déroulera, à Montreuil, un sommet citoyen mondial et, de façon symbolique, les personnes seront assises sur 196 sièges (correspondant au nombre des pays parties prenantes). L'argent de la transition fiscale et sociale existe, mais il est dans les paradis fiscaux. Nous allons demander que la lutte contre l'évasion fiscale serve en priorité à alimenter le fond climat qu'on a tant de mal à réunir. Nous allons organiser les prémices d'une fiscalité mondiale. Nous rétablissons ainsi un élément central de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen : le lien entre contribution publique et citoyenneté. Je rappelle l'article 14 qui dit : « Tous les citoyens ont le droit par eux-mêmes ou par leur représentant à déterminer la nécessité de la contribution publique, et en déterminer la quotité, l'assiette, l'emploi et la durée. » C'est du budget participatif avant la lettre. Dans ce terme de contribution, à aucun moment il n'est spécifié que la contribution est monétaire, elle peut donc revêtir d'autres formes, comme du temps. On peut rétablir le lien entre contribution et citoyenneté à travers des apports de temps. Des actions comme la lutte contre l'évasion fiscale sont un des vecteurs pour poser publiquement la question de la citoyenneté terrienne.

– *Qu'en est-il de l'articulation entre la citoyenneté mondiale et les territoires, de l'interaction avec les élus ?*

PATRICK VIVERET : Dans la perspective de ce qu'Édouard Glissant appelle la mondialité, dans la construction d'une conscience planétaire de ce peuple de la terre, il y a place pour la totalité des peuples, des cultures et des territoires. À la différence de la globalisation financière qui se construit sur des logiques

hors sol, nous avons là, au contraire, un mouvement – qui correspond au principe assez simple de la subsidiarité – où tous les éléments qui peuvent être traités au niveau d'un territoire doivent l'être et où ne remontent au niveau supérieur que les questions de bien commun qui correspondent à l'échelle continentale ou mondiale. Il n'y a pas de contradiction entre la réalité des peuples et des territoires. Dans l'exemple de la réquisition citoyenne de chaises, l'initiative est partie d'un territoire précis, le Pays basque et elle est en train de monter à l'échelle mondiale. Il y a donc une interaction permanente entre le local et le global.

– *Les religions au service du bien commun mondial : d'où peut venir le courage de la frugalité et de la limite ?*

PATRICK VIVERET : Les religions sont un enjeu passionnant et au cœur de ce colloque. Il nous faut oser une interpellation spirituelle des grands faits religieux, car les religions ont aussi besoin de travailler sur elles-mêmes. Le fait religieux est, de même que le fait politique et économique, traversé par des courants contraires. Il y a sa face lumineuse, celle de la recherche du sens, sa face pleinement spirituelle, mais aussi une autre face, celle de la peur. À l'origine de nombre de faits religieux, à une époque où on ne comprenait pas les causes des catastrophes naturelles, on retrouve la peur. Si la foudre tombait, c'est que le dieu foudre était courroucé. Ce rapport à la peur déclenche une réaction potentiellement régressive sur le mode du sacrifice et de la soumission. Sacrifice : que vais-je donner à ce dieu courroucé pour apaiser son courroux ? Dans cette logique, on va donner ce qu'on a de meilleur. Chez les Mayas, on sacrifie les jeunes gens. Un des autres grands sacrifices dans l'histoire des sociétés est celui de la sexualité. Le tryptique soumission/ peur/ sacrifice n'est pas favorable à la qualité de la spiritualité. Tous les grands acteurs spirituels, que ce soit Bouddha ou Jésus, ont eu comme caractéristique de demander une conversion religieuse, de dire : « Le royaume des cieux est en vous. Le Dieu dont vous parlez n'est pas un dieu de puissance, mais d'amour. » Cette conversion-là, à l'intérieur même du religieux, autorise cette interpellation spirituelle. Lors du *Sommet des consciences* organisé au Conseil économique, social et environnemental, la pluralité des traditions religieuses et de sagesse étant réunie, elles se sont interrogées sur leur contribution à la question des biens communs de l'humanité à partir du meilleur de leur tradi-

tion et en refusant de céder au pire, à ce qu'elles ont de dogmatique, de sectaire, de refus de la tradition de l'autre.

Quant à la question du courage, elle rejoint celle de l'enthousiasme, au sens étymologique du terme, *en theo*, « avoir le divin en nous ». Ce divin correspond à la puissance créatrice qui est en même temps puissance d'amour. Là, on peut affirmer : le royaume des cieux est en nous. C'est l'énergie des forces de vie face aux logiques mortifères, l'énergie d'*eros* qui nous donne du courage, la capacité à construire de la valeur comme force de vie. La joie de vivre, c'est une nappe phréatique d'eau vive, mais cette nappe est tellement polluée, il y a tant de sédimentations qu'il nous est nécessaire de forer, d'aller vers cette nappe pour nous ressourcer et nous aider à coopérer les uns avec les autres pour que cet accès à la joie de vivre soit possible. Choisir d'être heureux est un acte de résistance politique.

– *Quid de la violence légitime mondiale ? Comment voyez-vous le rôle des éducateurs et des institutions d'enseignement dans cette conversion que nous souhaitons tous ?*

PATRICK VIVERET : Que ce soit sur la question de la violence ou celle de l'éducation, il est important de se donner le droit de revisiter les mots. Il est essentiel d'arrêter de confondre le conflit et la violence. Le conflit est une réalité, mais aussi une nécessité, car c'est une alternative à la violence. La violence se produit quand des conflits ne se sont pas formés à temps. Nous ne sommes donc pas condamnés à la violence. Nous pouvons, au contraire, construire des stratégies de conflictualité non violente à toutes les échelles de territoire, y compris à l'échelle mondiale. Lors des derniers *Dialogues en humanité*, nous avons travaillé sur une simulation d'un ministère de la défense de l'humanité. La pensée dominante nous dit d'être réaliste ; les trois éléments de la *realpolitik* sont :

- accepter la mondialisation ;
- au cœur de la mondialisation se trouve la gouvernance ;
- le premier poste de la gouvernance est la défense.

Nous en prenons acte et acceptons le défi. Que serait un ministère de la défense de l'humanité ? Est-ce de repérer la nature des menaces pour y répondre ? Y a-t-il des menaces telles que notre peuple de la terre, *frater*, la famille humaine, est menacé de destruction ? La réponse est oui. Sommes-

nous menacés de destruction par des barbares extraterrestres ? Non. Nous sommes menacés, mais, comme le disent les traditions de sagesse, par une barbarie intérieure et non extérieure. Défendre l'humanité contre des risques d'autodestruction avec des armes de destruction massive est une absurdité sans nom. Un ministère de la défense de l'humanité serait amené à dire que l'humanité est en train de se détruire elle-même en détruisant ses écosystèmes et que, par conséquent, une grande politique écologique fait partie de la défense de l'humanité. L'humanité étant menacée par le cocktail de l'humiliation et de la misère, une grande politique sociale fait partie du ministère de la défense de l'humanité. Le *Wall Street Journal*, dans un éditorial, avait proclamé que Wall Street ne connaît que deux sentiments : l'euphorie et la panique. Ce couple euphorie/panique a une définition médicale, c'est la psychose maniaco-dépressive. C'est pourquoi nous avons proposé que l'OMS prenne en charge l'organisation des marchés financiers ! Pour traiter du problème de la violence à l'échelle mondiale, il faut sortir de la logique de l'ennemi qu'on éradique pour aller vers la logique de l'adversaire. L'adversaire reste membre de la communauté humaine. On peut avoir des rapports d'adversité importants avec des acteurs dont on estime le rôle social nuisible, mais, en tant que personnes, les adversaires font partie de la communauté humaine. C'est la raison pour laquelle il y a des actes barbares, mais pas de peuples intrinsèquement barbares. Passer de la logique de la violence à la logique du conflit, de la logique de l'ennemi qu'on éradique à la logique de l'adversaire avec lequel il y a du commun et avec lequel cette conflictualité non violente va pouvoir s'exercer, font partie des grands enjeux sur lesquels la nouvelle politique de l'humanité doit se développer.

À propos de l'éducation, étymologiquement, le mot vient du latin *ex ducere*, « conduire au dehors ». L'éducation doit permettre à des êtres humains de s'assumer pleinement dans leur humanité, de passer de la logique du job et de l'emploi à la logique du métier. Le mot métier est un mot très fort, inventé par le compagnonnage au XII^e siècle à partir de la contraction de deux mots latins, *ministère* et *mystère*. Le métier, c'est un ministère mystérieux qui correspond à des axes de vie, des projets de vie. C'est passer de la question d'état civil : « Que faites-vous dans la vie ? » à la question fondamentale : « Que faisons-nous nous de notre vie ? » Ce qui questionne l'intime, mais aussi l'humanité elle-même : que fait l'humanité de son ministère dans l'univers ? L'éducation au métier, ce n'est pas l'adaptation au job, à des technolo-

gies qui seront vite obsolètes, mais c'est la capacité d'un être humain, comme le disait Hannah Arendt, à faire de sa vie une œuvre, à construire son ou ses métiers. Edmond Maire appelait cela le chômage zéro, car tout être humain est porteur de métier. Le premier métier, le métier matriciel dont vont dépendre tous les autres, est celui de chef de projet de sa propre vie. Une personne qui n'arrive pas à prendre en charge sa propre vie, non seulement se détruit elle-même, mais inflige des dégâts collatéraux qui coûtent très cher à la société.

Il faut sortir de ce gaspillage d'humanité, sauver ces « Mozart qu'on assassine », selon l'expression de Saint Exupéry. Le rôle des éducateurs est d'œuvrer à la pleine réalisation de ce qu'Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a appelé les *capabilities*. L'enjeu éducatif par excellence est d'éduquer au métier, de permettre à tout être humain de faire de sa vie une œuvre, et de ne pas être simplement dans une logique de survie biologique, mais de pleine vie, de pleine intensité de sa vie humaine.